



Strasbourg, 20 novembre 2009

T-PD-BUR (2009) RAP 19 PROV

**LE BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION
POUR LA PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ
DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL [STE 108]
(T-PD-BUR)**

19^{ème} réunion du Bureau

Strasbourg, 18 - 20 novembre 2009

PROJET DE RAPPORT ABRÉGÉ

1. Le Bureau du Comité consultatif de la Convention 108 (le « T-PD ») a tenu sa 19^{ème} réunion du 18 au 20 novembre 2009 au Conseil de l'Europe à Strasbourg. La liste des participants et l'ordre du jour de la réunion font l'objet respectivement des annexes I et II de ce rapport.
2. Le Bureau a pris note des informations fournies par M. Jörg POLAKIEWICZ, le chef du service des réformes législatives, concernant les derniers développements depuis sa réunion de juin 2009. Le Secrétariat a participé à la Conférence internationale des commissaires à la protection des données et de la vie privée, tenue à Madrid du 3 au 6 Novembre 2009, lors de laquelle la présentation du projet de recommandation sur le profilage a été faite par M. Jörg POLAKIEWICZ durant la session sur la publicité en ligne.

Un bilan des négociations a été dressé relativement à la révision de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (n°127). Le Secrétariat et l'expert du T-PD, M. Karel Neuwirt, ont participé à la réunion du Comité Ad hoc pour la révision de ladite Convention tenue à Paris du 22 au 23 octobre 2009. Le rapport de M. Neuwirt figure à l'annexe III.

3. Les membres du Bureau ont échangé leurs points de vue avec les représentants du Secrétariat de l'OCDE et tenu une discussion sur la question de la protection des données dans le cadre de la révision de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (n°127) (voir l'annexe IV).
4. Le 18 novembre 2009, le Bureau a tenu une consultation avec les représentants de diverses associations et groupes concernant le projet de recommandation sur la protection des données à caractère personnel utilisées dans le cadre du profilage. La liste des participants ayant soumis leurs commentaires ainsi que le texte des commentaires peuvent être consultés sur le site www.coe.int/dataprotection. Le rapport de cette consultation sera également publié sur ce site.

5. Le Bureau du T-PD a poursuivi la cinquième lecture du projet de recommandation sur la protection des données à caractère personnel utilisées dans le cadre du profilage. Le Bureau a examiné les commentaires soumis par les parties contractantes, observateurs, associations et groupes privés, en particulier, les commentaires relatifs au champ d'application du projet de recommandation exprimant les regrets lors de la quatrième révision, que ce champ ait été limité au secteur privé. Un amendement tenant compte de ces commentaires a été proposé.
6. Le Bureau a décidé de poursuivre pendant sa prochaine réunion la cinquième lecture du projet de recommandation en vue des commentaires soumis pour la quatrième révision et donc de ne pas rendre public le texte du projet, la cinquième lecture n'ayant pas été achevée.
7. Le Bureau a désigné M. Jean-Philippe Walter (Suisse) en tant que membre du Bureau du T-PD en charge des questions relatives à l'organisation de l'expertise juridique de la législation nationale relative à la protection des données à caractère personnel dans le cadre des demandes d'adhésion émanant des pays non-membres du Conseil de l'Europe.
8. Le Bureau a tenu un échange de points de vue relatifs à la célébration du 30^{ème} anniversaire de la Convention 108. Une proposition a été formulée d'organiser une rencontre multilatérale sur la protection des données afin de dresser un bilan et envisager les perspectives futures. Cette initiative pourrait être mise en place en coopération étroite avec une ou plusieurs autorités nationales de protection des données, ainsi que des organisations non-gouvernementales actives en la matière. Le Bureau a décidé de poursuivre et de détailler les réflexions concernant l'organisation de la célébration.
9. Le Bureau a décidé de tenir sa 20^{ème} réunion du 2 au 4 mars 2010.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBRES DU BUREAU

AUTRICHE

Eva Souhrada-Kirchmayer, [*First Vice-Chair of the T-PD*], Head of the data protection division, Federal Chancellery

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Hana Štěpánková, Head of the Press Department, Spokeswoman, Office for Personal Data Protection

ITALIE

Alessandra Pierucci, Civil Servant at the Italian Data Protection Authority, Garante per la Protezione dei Dati Personali
Excused / excusée

Clizia D'Agata, Substitute representative of Ms. Alessandra Pierucci / Représentant remplaçante de Mme Alessandra Pierucci, Service for Community and International Matters of the Italian Data Protection Authority, Garante per la Protezione dei Dati Personali

PORTUGAL

Joao Pedro Cabral, [*Chair of the T-PD*], Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice,

ROUMANIE

George Grigore, Department of European Integration, and International Affairs - Romanian DPA

SUISSE

Jean-Philippe Walter, [*Second Vice-Chair of the T-PD*], Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Chancellerie fédérale

ROYAUME-UNI

Kevin Fraser, Head of EU Data Protection Policy, Ministry of Justice

MEMBRES DU T-PD

SLOVAQUIE

Veronika Žuffová-Kunčová, LL.M, Foreign Relations Department, Personal Data Protection Office of the SR

EXPERTS SCIENTIFIQUES

Jean-Marc Dinant, Docteur in informatique, Maître de conférence à l'Université de Namur

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Excused / excusé

OBSERVATEURS

ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)

Olivier Matter, CNIL, Secrétariat Général de l'AFAPDP

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE (CCI)

Cedric Burton, avocat, Hunton & Williams

SECRETARIAT

Direction Générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques

Direction des activités normatives

Jörg Polakiewicz, Chef du Service des réformes législatives ;
Tel. : +33 3 88 41 2919, Jorg.polakiewicz@coe.int

Kateryna Gayevska, Secrétaire du T-PD-BUREAU ;
Tel. : +33 3 88 41 2127, kateryna.gayevska@coe.int

Lucy Ancelin, Assistante
Tel.: +33 3 88 41 2204, lucy.ancelin@coe.int

Christiane Weltzer, Assistante
Tel. : +33 3 90 21 4530, Fax : +33 3 90 21 56 48, christiane.weltzer@coe.int

Véronica Burkhardt, stagiaire

Hélène Labbouz, stagiaire

INTERPRETES

Boux Sylvie
Kieffer Nadine
Neuschwander Maryline

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. COMMUNICATION DU SECRÉTARIAT

- Rapport abrégé 18^{ème}
T-PD-BUR
Nouveau Rapport abrégé de la 18^{ème} réunion du T-PD-BUR (Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel [STE n°108]), (6-7 juillet 2009)

4. CONSULTATION AVEC LES REPRESENTANTS DU SECTEUR PRIVE SUR LE PROJET DE RECOMMANDATION SUR LE PROFILAGE

- T-PD-BUR (2009) 08 Commentaires des parties prenantes sur le projet de recommandation sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le cadre du profilage
Ordre du jour
Liste des participants

5. PROFILAGE

Action requise : le Bureau continuera l'examen du projet de texte sur la protection des données à caractère personnel dans le cadre du processus de profilage, à la vue des contributions reçues.

- T-PD (2008) 01 Etude sur l'application de la Convention 108 au mécanisme de profilage
- T-PD (2009) 6
Nouveau Tableau contenant le projet de recommandation sur la protection des données à caractère personnel dans le cadre du profilage tel que résultant de la 25^{ème} réunion Plénière du T-PD (2-4 septembre 2009)
- T-PD-BUR (2009) 02 Rev 4
Nouveau Projet de recommandation sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le cadre du profilage tel que résultant de la 25^{ème} réunion Plénière (2-4 septembre 2009)

- T-PD-BUR (2009) 07 mos
Nouveau Commentaires sur le projet de recommandation sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le cadre du profilage

6. QUESTIONS D'ACTUALITÉ

Réflexions pour la préparation de la célébration de la Journée de la protection des données 2011.

7. DATES DES PROCHAINES REUNIONS DU T-PD-BUR EN 2010

ANNEXE III (en anglais)

REPORT OF DR KAREL NEUWIRT, DATA PROTECTION COMMISSIONER

MEETING OF THE AD HOC COMMITTEE FOR THE REVISION OF THE CONVENTION ON MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE IN TAX MATTERS (CAHTAX)

Joint meeting with the Co-ordinating body of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), Paris, 22-23 October 2009

Head of the CoE Delegation: Jörg Polakiewicz
Delegates : Edo Korljan
Lucy Ancelin
Elise Cornu

MONEYVAL : Istvan Für

The T-PD representative: Karel Neuwirt

The Convention on mutual administrative assistance in tax matters (no. ETS 127) was opened for signature on 25 January 1988 and came into force on 1st April 1995. The Convention ratified by 23 CoE Member States and the U.S. (OECD Member State).

The Convention deals with the cooperation between countries to exchange tax information relate to both, legal and natural entities.

It's no doubt that also personal data (on natural persons) is a subject of cross-border transferring between countries. The aim of the revision is to provide some simplification procedures to allow the Convention to be accedes not only CoE Members States but also the OECD Member States, as well as to open it to global accession.

The T-PD representative commented the Convention's text from data protection point of view. It's no any provision stipulated application of data protection principles in current text. Missing this, it creates serious application problems for those countries which have ratified Convention 108. It's no rules for protection of personal data in the applicant state; which means the Convention doesn't require that the applicant state should protect personal data in adequate level as is in the requested state. As example, the transfer data from the C108's country to the country which has no relevant data protection legal system is allowed without restrictions or without special requirements.

The T-PD representative commented this failure and required to insert some sentence(s) to improve quality of protection of personal data. The CAHTAX members reacted that tax information (which is subject of transfer between Parties) is protection by "tax secrecy" regime which is sufficient warranty against any affect to personal data. The CAHTAX members are sure that the "tax secrecy" and "bank secrecy" is top level protection of any kind of information, incl. personal data. The T-PD representative has objected this opinion and requires adequate sentence regarding personal data protection.

The T-PD representative has a view that a lack of data protection provisions is due to long time from the date of adoption of the Convention (1988). The CAHTAX members didn't take into mind that important progress in data protection field had been done since that date. Unfortunately, this

meeting loosed a good opportunity to amend the Convention in such a way which rapidly modernise the text.

Following updates were debated:

I.

The seventh indent of the Preamble to the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Convinced therefore that States should carry out measures or supply information, having regard to the necessity of protecting the confidentiality of information, and taking account of international instruments for the protection of privacy and flows of personal data;”

(accepted)

II.

Article 21 (Protection of persons and limits to the obligation to provide assistance) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

“Article 21 (Protection of persons and limits to the obligation to provide assistance)

1. Nothing in this Convention shall affect the rights and safeguards secured to persons by the laws or administrative practice of the requested State.
2. Except in the case of Article 14, the provisions of this Convention shall not be construed so as to impose on the requested State the obligation:
 - (a) to carry out measures at variance with its own laws or administrative practice or the laws or administrative practice of the applicant State;
 - (b) to carry out measures which would be contrary to public policy (ordre public);
 - (c) to supply information which is not obtainable under its own laws or its administrative practice or under the laws of the applicant State or its administrative practice;
 - (d) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public);
 - (e) to provide administrative assistance if and insofar as it considers the taxation in the applicant State to be contrary to generally accepted taxation principles or to the provisions of a convention for the avoidance of double taxation, or of any other convention which the requested State has concluded with the applicant State;
 - (f) to provide administrative assistance for the purpose of administering or enforcing a provision of the tax law of the applicant State, or any requirement connected therewith, which discriminates against a national of the requested State as compared with a national of the applicant State in the same circumstances;
 - (g) to provide administrative assistance if the applicant State has not pursued all reasonable measures available under its laws or administrative practice, except where recourse to such measures would give rise to disproportionate difficulty;

- (h) to provide assistance in recovery in those cases where the administrative burden for that State is clearly disproportionate to the benefit to be derived by the applicant State.

(accepted)

III.

Paragraphs 1 and 2 of Article 22 (Secrecy) shall be deleted and replaced with the following:

“1. Any information obtained by a Party under this Convention shall be treated as secret and protected in the same manner as information obtained under the domestic laws of that Party [and in accordance with internationally recognised data protection standards].

Note: The coloured text is a proposal. The members states are asked to send their position on that by 3rd November. The number representatives already have sent their positive position. But Poland, Norway and Canada objected this text.

Several countries agree with this text but someone objected. As example is the position of Canada (send by email on 2nd November):

Canada's objection is follow:

1. Art VI - We are not comfortable with the inclusion of language referencing "internationally recognised data protection standards" as it is not clear to us that there is one internationally recognized standard. Our preference would be to include a discussion of the issue in the explanatory report.

Note: It's unbelievable that some representatives from European countries (incl. the EU MS, Poland) consider that "fiscal secret" is enough robust to protect and secure personal data and, in particular, that such secret is wider than data protection rules.

This position stated Poland and Norway. It's sure that these representatives have not notion on legal framework of data protection.

See Polish position to Article 22:

“Taking into account that the Convention provides in Art. 22 par. 1 for securing and protection of information received from other competent authorities in the same manner as information obtained under the domestic laws of that Party, it is obvious that such information are secured by the rules of the fiscal secret. Such a protection is wider than those resulting from the rules of data protection. Because of this the words in brackets seems to be needless.

It is also to be underlined, that taking into account lack of the unified international data protection standards, referring to this set of rules in the amending Convention should raise significant practical problems.”

IV.

Explanatory Report will be also amended. In particular, the explanation what is mean “internationally recognised data protection standards” will be added. New version of the Explanatory Report was distributed on 31st November.

The T-PD representative recommended the following text to be added to the ER:

“All Parties of this Convention should develop and ensure compliance with data protection and security safeguards, such as laws and regulations, industry standards and guidelines, and private contractual arrangements that impose data protection requirements, including, if appropriate, initiating investigation and enforcement actions against those who violate laws and principles governing data protection and data security”.

This proposed text has been modified (wording modification didn't change the meaning) into new option. Modified text was adopted by majority participants. Following the CoE had been asking to explain also the meaning of words *“Internationally recognised data protection standards”*. The chair of the meeting refused explanatory sentence in which *“Convention 108”* will be explicitly mentioned.

Following the meeting the CoE Secretariat has send an email to participants which explained what Data Protection standards is:

“Dear participants of the OECD-CoE joint meeting,

As promised, please find attached our message concerning article 22. At the end of the meeting, it was agreed that the Council of Europe would send you a short note indicating what internationally recognised data protection standards in our opinion are.

The key data protection standards imply inter alia that data has to be processed fairly and lawfully, and has to be adequate, relevant and accurate. On the other hand, it should not be excessive, and not kept longer than necessary. Moreover, appropriate security measures have to be granted to protect it, as improper disclosure control (or its complete absence) can cause problems. By way of example, if information on someone's bank accounts is not protected, such a person could become the victim of fraud. Obviously, the above list is not exhaustive.

In our opinion, there is a need re-iterate that there exist various international standards in this area, not binding to all OECD and CoE Member States, and the developments in this respect require that states be reminded of them. By way of example, Asian countries are not expected to be bound by European standards, but they need to take into account relevant international standards (in their case, Asia-Pacific and UN standards in this domain).

The need to be reminded of those standards is accentuated by the wording of Paragraph 6 of the 1988 Convention's explanatory report, which indicates that "taxpayers have especially the right to respect for their privacy....." and wording of Paragraph 187 "...that the rights and safeguards of persons under national laws and administrative practices are not reduced in any way by the Convention".

We hope this clarifies why such standards, although mentioned very vaguely, need to be mentioned in the text of the Convention, and apologise for delay.

Best regards,

CoE Secretariat”

Unfortunately, neither proposed text nor explanatory notes were inserted into new version of the Explanatory Report (distributed for CAHTAX's members comment and adoption on 30 October).

In a new version of the ER distributed on 30 October, following text is used:

1. Respect for the confidentiality of information is a corollary of the powers of tax authorities and is necessary to protect the legitimate interests of taxpayers. Mutual assistance between tax administrations is therefore feasible only if each administration is assured that the other administration will treat with proper confidence the information which it obtains in the course of their co-operation. In order to ensure that the information provided by the supplying State is adequately protected from the latter's point of view, the article provides that information obtained under the provisions of the Convention shall be treated as secret **and protected** in the receiving State in the same manner as information obtained under its domestic laws. ***The Convention was amended in 2010 to make it clear that, as already mentioned in the preamble to the Convention, the Parties shall take into account the necessity of protecting the confidentiality of information, taking account of the applicable international instruments and standards for the protection of privacy and flows of personal data.***

(not adopted yet)

Conclusions:

1- The text of the Convention doesn't distinguish exactly information relates to natural or legal persons. Whole text of the Convention as well as the ER take into consideration mostly principles of confidentiality and secrecy applied to legal person's information.

2- In the definitions' article (no.3) is defined a term "nationals" as follow:

the term "nationals" in relation to a Party means:

- i all individuals possessing the nationality of that Party, and*
- ii all legal persons, partnerships, associations and other entities deriving their status as such from the laws in force in that Party.*

But it must be noted that this term is not used in farther text of the Convention. Confidentiality regime may be sufficient for legal person's information but is deficient for natural person's data. Number examples provided with Explanatory Report are valid for legal person's information but insufficient for personal data of human being.

3- It must be say that the OECD chair board didn't accept even minimum explanatory text relates to protection of personal data.

4- Both the text of the Convention and its Explanatory Report are insufficient from data protection point of view; Data protection and security in both texts assumed that the term "*protection of confidentiality*" is adequate for any level of data protection and security.

5- One of reason for which a lack of interest to amend both texts in appropriate manner is that CAHTAX members are not well oriented in that issue and they have no enough time debate it because of the time pressure of adoption procedures.

6- It was difficult persuade the CAHTAX's members on the importance that data protection principles should be exactly mentioned in core text as well as in the ER.

7- The T-PD representative expressed his doubt that the Convention may create a problem to be ratified by those CoE's Member States which are Party of Convention 108 and its Additional Protocol (as well as for those which are under Directive 95/46/EC regime). The reason is that in accordance with Article 2(1) of Additional Protocol the personal data may be transferred to a recipient country which is not subject to the jurisdiction of a Party to the Convention 108 only if recipient country provides adequate level of protection of data.

The T-PD representative had proposed the contractual agreement regime to be applied in particular if the recipient is the OECD member country outside of Europe¹. The Additional Protocol allows some exemptions from Article 2(1) but current text of Convention 127 doesn't provide any relevant presumptions for application of these exemptions.

8- It must be further debated how to ensure an assistance of data protection expert(s) (T-PD, Commissioner, etc.) since early beginning of the work for such CoE's documents.

9- The T-PD representative recommends debating these notes within the T-PD and adopting some relevant conclusions for farther manners of cooperation with those who works for important CoE's documents which also deal with personal data.

Dr Karel Neuwirt

N.B. These comments and notes relate to the status on 3rd November.

¹ OECD member countries are: Australia, Austria, Belgium, Canada, the Czech Republic, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Japan, Korea, Luxemburg, Mexico, The Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Portugal, the Slovak Republic, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, the United Kingdom and the United States.

ANNEXE IV

REUNION DU BUREAU T-PD ET DU SECRETARIAT DE L'OCDE

Contexte

Le mandat du Comité ad hoc (CAHTAX) pour la révision de la Convention d'entraide en matière fiscale (STCE n° 127) a été adopté à la 1066e réunion du Comité des Ministres du 23 septembre 2009. Dans le cadre du processus de révision et durant la réunion organisée à Paris les 22 et 23 octobre 2009, le CAHTAX a élaboré le Protocole portant modification à la Convention n° 127.

Le T-PD a fait remarquer qu'il est nécessaire de respecter les principes de protection de la vie privée et des données à caractère personnel lors des échanges d'informations régis par la Convention 127, étant donné que la rédaction proposée de l'article 22 fait uniquement référence à la protection des informations conformément au droit interne de l'Etat requis. Dans ce contexte, il a été proposé une nouvelle rédaction de l'article 22. Cette proposition a été ajoutée à l'ordre du jour de la réunion du GR-J qui a eu lieu le 19 novembre 2009.

Le 18 novembre 2009, les représentants du Secrétariat de l'OCDE, MM. Pascal SAINT-AMANS et Raffaele RUSSO, ont procédé à un échange de vues avec les membres du Bureau du T-PD et discuté de la question de la protection des données dans le contexte de la révision de la Convention n° 127.

Le Secrétariat de l'OCDE a indiqué clairement que les modifications proposées n'aboutiraient pas à l'affaiblissement des normes de protection des données pour les personnes relevant de la juridiction des Etats ayant ratifié la Convention 108, puisque les modifications proposées prévoient les sauvegardes nécessaires – ainsi, l'article 21.1 prévoit que "Rien dans la présente Convention ne porte atteinte aux droits et sauvegardes garanties aux personnes par les lois ou la pratique administrative de l'Etat requis [*Nothing in this Convention shall affect the rights and safeguards secured to persons by the laws or administrative practice of the requested state*]" et l'article 21.2. a que "...Les dispositions de la présente Convention ne peuvent pas être interprétées de telle sorte à imposer à l'Etat requis l'obligation de prendre des mesures incompatibles avec ses propres lois ou pratique administrative ou avec les lois ou pratiques administratives de l'Etat requérant [*The provisions of this Convention shall not be construed so as to impose on the requested state the obligation to carry out measures at variance with its own laws or administrative practice or the laws or administrative practice of the applicant state*]". C'est pourquoi, tant que la Convention 108 et/ou son Protocole additionnel (article 2) ont été traduits en droit interne par un Etat, c'est ce droit interne qui s'applique, en conformité avec la Convention 127. La sauvegarde nécessaire est prévue à l'article 22.4 qui ne permet pas de transférer ultérieurement à un autre pays les informations transférées par une Partie à la Convention 108 à une tierce Partie.

Le Secrétariat de l'OCDE a donc indiqué qu'il serait plus facile et plus efficace d'insérer des mentions dans le mémorandum explicatif plutôt que dans la Convention 127 pour expliquer que la référence au droit interne prévue à l'article 21 concerne spécifiquement les dispositions légales en vigueur en matière de protection des données. En outre, le mémorandum explicatif à l'article 28.5 peut spécifier que des normes en matière de confidentialité et de protection des données seront prises particulièrement en compte pour décider d'ouvrir la Convention à des tierces parties – Etats non membres de l'OCDE et du CdE.

Le Bureau du T-PD a souligné qu'il se préoccupe au premier chef de donner à chaque individu relevant de la juridiction d'une Partie à la Convention 108 les sauvegardes nécessaires dans des Etats tiers où les données pourraient être transférées. Pour ce qui est de l'actuelle rédaction de l'article 22(1), le T-PD a convenu que l'exigence de la pertinence peut être garantie par d'autres moyens qui n'iront pas au-delà de ce qui est nécessaire pour garantir un niveau suffisant. Il reconnaît aussi que la limitation prévue à l'article 22 § 4 peut constituer une sauvegarde nécessaire pour éviter le transfert ultérieur d'informations. Toutefois, le Bureau maintient qu'il faudrait faire expressément référence dans la Convention à des principes de protection des données ou à des normes découlant d'engagements internationaux dans le domaine de la protection des données à caractère personnel. Se contenter de faire référence au droit interne à l'article 21 avec l'ajout du point dans le mémorandum explicatif ne serait pas une solution convenable puisque le concept de "lois" n'est pas clair et, du fait de la particularité des systèmes constitutionnels des Etats, ne peut pas refléter tous les problèmes qui peuvent se poser du fait de la mise en œuvre d'engagements internationaux en droit interne.

Le T-PD persiste à soutenir sa position selon laquelle la référence à des principes de protection des données devraient figurer dans le texte de la Convention et a proposé une nouvelle rédaction de l'article 22 (1) :

Article 22 (1)

"Toutes informations obtenues par une Partie au titre de cette Convention est traitée comme secrète et protégée de la même manière que les informations obtenues titre du droit interne de cette Partie, et conformément aux sauvegardes requises pour garantir le niveau de protection nécessaire des données à caractère personnel au titre du droit interne de la Partie ayant fourni les données "